



Conférence de Printemps
Mardi 13 juin 2023 - 18h
à Paris et en distanciel

CLUB FRANCOPHONE DU
MANAGEMENT DES RISQUES
ET ASSURANCES



RSE

Mise en place du devoir de vigilance en Afrique : l'apport du Risk Management

VOS INTERVENANTS :



STEPHANIE CANINO
Directrice déléguée Gestion
des Risques
Groupe ERAMET



PIERRE-SAMUEL GUEDJ
Président de la Commission
RSE & ODD du CIAN
Fondateur AFFECTIO MUTANDI



SIMON NDIAYE
Avocat associé
HMN & PARTNERS



PHILIPPE NOIROT
Administrateur AMRAE



MODÉRATRICE
BÉNÉDICTE HUOT DE LUZE
CEO AI Risk Services



Visiter notre site
www.clubfrancorisk.com

Présentation de Pierre-Samuel GUEDJ

**affectio
mutandi** 

SDGs, CSR, Legal, Corporate & Public Affairs



PIERRE-SAMUEL GUEDJ

Président de la Commission
RSE & ODD du CIAN
Fondateur AFFECTIO MUTANDI

1er cabinet conseil en stratégies réputationnelles, juridiques et sociétales sur les enjeux ESG, de RSE et d'impacts /ODDs en France & en Afrique

- MixstratégiqueESG/RSE,affairespubliques,enjeuxjuridiquesetcommunication
- Stratégiesd'impacts,d'influenceetdedialogueaveclespartiesprenantes
- Managementdesrisquesjuridiques,sociétauxetréputationnelsdesenjeuxESG& deRSE
- AccompagnementbusinessdevelopmentenAfrique& entrelaFranceetl'Afrique



ps.guedj
@affectio
mutandi.com
06 42 19 84 55

Facts & Figures -
Créé en 2013 -7
consultants -
Plus de 40
clients
-Plus de 160
missions
-Près de 30
plans de
vigilance
-37 partenaires
conseil experts
entre l'Afrique
et la France

Managementstratégique

Pierre-Samuel Guedj

PrésidentDirecteur général -fondateur

25 ans d'expérience en enjeux sensibles, affaires publiques, influence, réputation et communication corporate et de crise. Enjeux ESG, RSE, Impacts et ODDs. Président de la Commission RSE&ODD du CIAN Directeur du media www.AfricaMutandi.com Administrateur indépendant Ex-Directeur du practice Affaires Publiques & Communication de crise de *Burson-Marsteller*, Ex-directeur Département Affaires publiques de *Publicis Consultants*, ex-Associé. Ex-membre de *Transparency* et *Green Cross*

Yann Queinnec –Senior Advisor, cofondateur

Cadre juridique & normatif de la RSE, advocacy, influence, ex-conseil juridique et fiscal chez *Landwell & Partners/PWC*, ex-Directeur de *Sherpa*, ex-membre du CA de *Greenpeace Fr*

Delphine Binsse –Senior Advisor Paris

Morgan Philips Africa, Practice Leader ESG - Talent Acquisition & Gestion Capital humain

Senior Business & Advisory Board

Ludovic Piacka –Senior Advisor Libreville & Paris

Conseil en stratégies opérationnelles, Associé TNP expert Industrie, Energie & Utilities, PPP, Transitions énergétique et numérique, ex-*Deloitte*, ex-*Kurt Salmon*

Gael Grand Bonheur –Senior Advisor Abidjan -Cotonou

Banquier d'affaires, conseil en ingénierie financière, stratégie business, accompagnement sur les marchés d'Afrique de l'Ouest, ex-*Orange*, *Faurecia*, *General Electric*

Emmanuel Millard –Senior Advisor Paris -Afrique

Conseil en stratégie, Secrétaire général Groupe *Endrix*, expert Audit, développement stratégique, opérationnel et gouvernance durable, Président de la *DFCG*

Hafsat Abiola –Senior Advisor Abuja & Bruxelles

Militante Droits de l'homme et droits civiques, conseil en stratégies sociétales et empowerment, présidente *Kudirat initiative for Democracy*, Présidente de *WomenIn Africa*

Pauline Degoy –Senior Advisor Paris

Conseil en compliance & vigilance, déontologie, conflits d'intérêts et lutte contre la corruption –ex *Banco Santander*, *Deloitte* et *Total Afrique*

Offre de valeur, métiers et expertises

Raison d'être : faire de l'exigence & de l'impact les facteurs premiers de préférence

Face aux défis de l'intégration des normes et enjeux ESG, des risques de réputation, de mouvements d'opinion et de poursuites juridiques, AffectioMutandi apporte une intelligence de situation spécifique.

Une autre lecture des perceptions, des comportements et des attentes des parties prenantes intégrant la sphère d'influence jusqu'à l'innovation sociétale dans la recherche d'impacts et les chaînes de valeur.





Vigilance ESG & Impacts RSE en Afrique

Perspectives et risques

Durcissement de la réglementation européenne sur les enjeux ESG et de RSE



- **Projet contre la déforestation**
 - Interdiction du territoire européen de tous les produits **bruts ou transformés**, issus du café, cacao, bœuf, soja, huile de palme, maïs, caoutchouc... qui **ne peuvent faire la preuve** qu'ils ne sont pas issus de terres déboisées ou dégradées.
- **Projet contre le travail forcé**
 - Interdiction des produits issus du travail forcé, à savoir les produits et les marchandises notamment ceux de l'industrie textile, les activités minières et l'agriculture où le travail forcé a été le plus souvent signalé, **si la preuve de non-travail forcé ne peut être apportée.**
- **Projet contre les émissions de gaz à effets de serre**
 - Taxe carbone 2026 visant tout produit importé par une entreprise qui excédera dans sa production une certaine quantité de CO2, elle concerne spécifiquement 5 secteurs: fer et acier, ciment, engrais, aluminium et production d'électricité.

Spécificités du continent africain

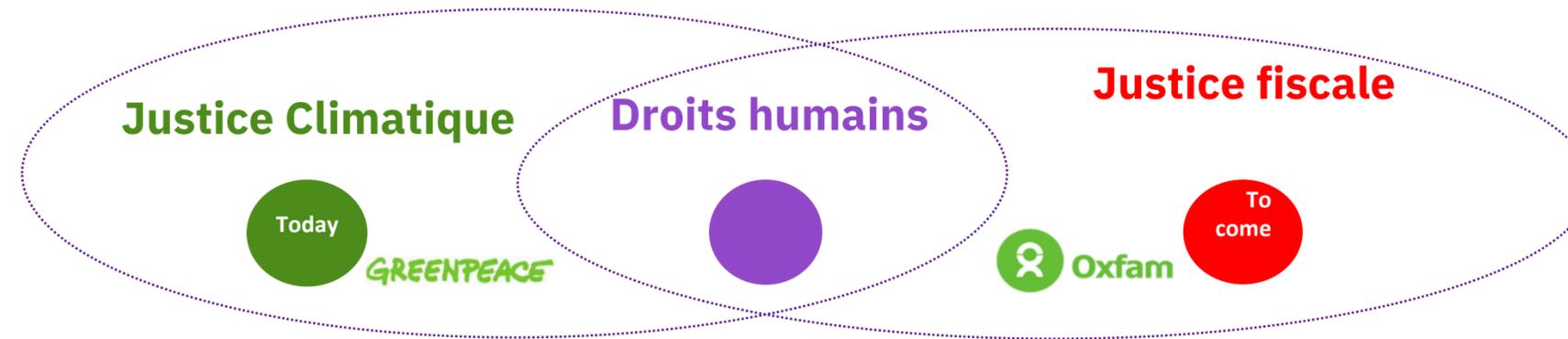
Facteurs de risques

- Economie informelle / recettes fiscales insuffisantes
- Travail informel / non-déclaré
- Migrations
- Etat à gouvernance perfectible
- Lourdeur des formalités administratives
- Faiblesse en ressources humaines des administrations en charge du suivi
- Absence de structures sociales (école)
- Non accès aux services essentiels (eau, énergie, déchets)
- Corruption
- Déficit de législation
- Non respect de la liberté d'association et représentation syndicale
- Caractéristiques socio-culturelles
- Accès à la justice
- ...

Risques accrus

- **Non-conformité déclarations sociales**
- **Conditions de travail**
- **Travail forcé / décent, esclavage moderne**
- **Travail des enfants**
- **Non-respect du droit à un environnement de travail sûr et sain**
- **Harcèlements physique et/ou moral**
- **Conditions de logements employés**
- **Corruption**
- **Discrimination**
- **Égalité rémunération**
- **Vigilance Climat, Biodiv. et Environnement**
- **Déforestation**
- **Consentement préalable, libre et éclairé des communautés**
- **Non-conformité avec standards ou engagements Groupe**
- ...

Mobilisations de parties prenantes et controverses



Les atteintes au climat sont des atteintes aux droits humains

Les parties prenantes articulent optimisation fiscale et respect des droits humains

Plateforme de Protection des Lanceurs d'Alerte en Afrique

- Défendre les lanceurs d'alerte
- Plaidoyer et engager des litiges stratégiques
- Plus d'une 10ne de lanceurs d'alerte soutenus en 4 ans



Montée en compétences des ONGs africaines

*Sherpa ☰ 🔗

Afrique de l'Ouest : un an du projet Vigilance, 30 organisations formées sur la responsabilité des entreprises

14 septembre 2022

L'Afrique s'engage !!!

La finance s'engage

- Les institutions financières africaines et certaines opérant sur le continent suivent les principes ESG et Impacts de la Banque Mondiale / SFI
- Les gouvernements africains adossent leurs levées de fond sur les ODDs–Bénin

Les entreprises s'engagent

- Au-delà des contraintes réglementaires de leurs sièges, de la Philantropie et du Mécénat, et ce de manière toujours plus structurée
- Les africaines également : Axian, Cofina, NSIA...

Les patronats s'engagent

- Charte et label RSE de la CGEM au Maroc
- CAP sur la RSE au Bénin
- Boîte à outils RSE de la CGECI
- Charte du CIAN sur la RSE



Charte du CIAN

sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises

Les gouvernements s'engagent

- Tunisie, Lois sur la RSE et l'ESS
- Trophées RSE Togo porté par le Ministère de la Base du Développement
- Sénégal, Loi d'orientation relative à l'ESS
- Projet de loi au Cameroun
- Projet de Stratégie Nationale RSE au Gabon & au Togo
- Loi sénégalaise sur les PPP durables intégrant les enjeux des ODD
- Projet de loi sur Entreprises et Droits humains au Maroc
- Loi Taxonomie verte en Afrique du Sud



L'OHADA s'engage

- Le reporting extra-financier est intégré avec la note 35 du SYSCOHADA
- Projet d'un Acte Uniforme
- La RSE, une priorité pour le Secrétaire Permanent de l'OHADA

Nouvelles obligations et opportunités d'impacts positifs

Au niveau de l'entreprise

- Renforcer l'exigence et l'engagement sociétal des partenaires africains dans les chaînes de valeur
 - Directions Opérations, Achats & RSE
- **Mesurer son impact pour prouver et démontrer sa bonne gestion et sa position d'entreprise citoyenne**
 - Direction financière et extra-financière /RSE
- **Renforcer les moyens des directions Compliance au regard de la complexité des enjeux mais aussi des potentiels impacts positifs**
 - Directions Compliance, RSE & Communication

10

Au niveau du continent

- **Intégrer la RSE dans l'OHADA**
- **Accélérer le développement du Global Compact**
- **Porter des stratégies nationales de RSE**

Pour en savoir plus

L'Afrique peut compter sur le secteur privé européen pour développer les PME et les ODD sur le continent

Par PIERRE-SAMUEL GUEDJ — 1 juillet 2022 — Aucun commentaire

Partager Twitter Pinterest +



AFRIMAG <https://africamutandi.com/les-acteurs-europeens-au-coeur-du-developpement-des-odds-et-des-pmes-en-afrique/>

Afrique-Union européenne : mieux qu'un New Deal, un Fair New Deal

Par LA RÉDACTION — 10 février 2022 — Aucun commentaire

Partager Twitter Pinterest +



AFRIMAG <https://africamutandi.com/de-la-necessite-dun-fair-new-deal-avec-lafrique-par-pierre-samuel-guedj-president-daffectio-mutandi/>

Dossier AFRIQUE

Le continent africain peut compter sur l'Ohada et l'Europe pour développer la RSE sur son sol

Pierre-Samuel Guedj, président d'Affectio Mutandi et de la commission RSE & ODD du Cian*

L'ORGANISATION POUR L'HARMONISATION en Afrique du droit des affaires (Ohada) s'engage dans l'intégration de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Le système comptable révisé (Sysohada) avec la note 35 annexée posait déjà, dès 2018, les fondamentaux d'un reporting extra-financier à l'échelle des Etats membres. Ainsi, les entreprises de plus de 250 salariés doivent fournir une liste de 26 informations relatives aux enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux. L'Ohada travaille actuellement sur l'identification des mécanismes de



caïn a été mis en place en 2010 pour assurer la promotion de ces principes. Le patronat a par ailleurs mis en place un label RSE.

La nécessité d'harmoniser les pratiques RSE à l'échelle du continent est d'autant plus importante que les investisseurs, publics comme privés, ont des attentes grandissantes sur ce plan. Les Nations unies ont notamment dégagé les principes pour l'investissement responsable (PRI) incitant les investisseurs à intégrer les problématiques ESG (environnement, social, gouvernance) dans leur gestion. Tendances identiques

AGEFI/OHADA <https://africamutandi.com/retrouvez-lanalyse-le-continent-africain-peut-compter-sur-lohada-et-leurope-pour-developper-la-rse-sur-afrique/>

La responsabilité ESG des entreprises, un enjeu complexe en Afrique

L'analyse d'Emmanuel Millard, président national de la DFCG et secrétaire général du groupe Endrix, et de Pierre-Samuel Guedj, PDG d'Affectio Mutandi et membre du comité de direction du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN).

Publié le 8 avril 2023 à 14:03



Emmanuel Millard, Président national de la DFCG
Pierre-Samuel Guedj, PDG d'Affectio Mutandi



Emmanuel Millard, président national de la DFCG (association nationale des directeurs financiers et de contrôle de gestion) et secrétaire général du groupe Endrix, et Pierre-Samuel Guedj, PDG d'Affectio Mutandi

AGEFI <https://africamutandi.com/la-responsabilite-esg-des-entreprises-un-enjeu-complexe-en-afrique-une-contribution-analytique-de-pierre-samuel-guedj-emmanuel-millard/>

Pour conclure

Constat 1 : l'évolution réglementaire déplace progressivement la RSE dans la compliance qui commence très progressivement à intégrer ces dimensions

Constat 2 : les ONGs recherchent des actions à impacts médiatiques et des jurisprudences civiles, voire pénales

Constat 3 : l'obligation de communication sur les enjeux est un facteur d'exposition juridique et réputationnel, si mal maîtrisée

Constat 4 : l'Afrique s'engage et les relations business se redéfinissent à l'aune de l'ESG, la judiciarisation de la RSE et de la vigilance

Constat 5 : l'engagement et l'impact, nouvelles formes et retour aux sources de la RSE volontaire, intentionnelle, additionnelle et mesurable

**Notre enjeu : faire de nos obligations et engagements sociétaux,
une exigence, facteur de différence et de préférence !!!**



Le Club Francorisk et ses partenaires vous remercie!

